

L'École émancipée, une histoire singulière (1/2)

Publié par les éditions de l'EDMP [1] et L'Émancipation [2], continuité de l'École émancipée (ÉÉ), La Brève histoire du syndicalisme enseignant et de l'École émancipée des origines à nos jours de Gabriel Mollier, militant de toujours de l'ÉÉ décédé alors qu'il mettait la dernière main à son manuscrit, est un ouvrage précieux pour tous ceux qui veulent comprendre ou tout simplement connaître ce qui a fait la spécificité de ce syndicalisme par rapport à celui du reste de la classe ouvrière.

Première partie : Des origines à la Libération

Dès les origines - tardives en 1872 avec la première tentative, groupusculaire, de Marie Bonneval, puis plus significativement avec la constitution en 1903 de *L'Émancipation* qui se transforme en 1905 en Fédération nationale des syndicats d'instituteurs (FNSI ou FSI) et adhère aux Bourses du travail - la première rupture a lieu entre les « amicalistes » développant une conception corporatiste et attachés au système et les syndicalistes, souvent révolutionnaires, inspirés par Pelloutier et proches des positions de l'Association internationale des travailleurs et de la CGT dont l'idéal de « l'instruction intégrale » pour les enfants du peuple est repris par la FSI.

Malgré la répression d'État qui interdit la FSI et révoque ses responsables, et un accueil mitigé des anarcho-syndicalistes qui craignent un embourgeoisement de la CGT ou prônent une éducation libertaire à l'image de « La Ruche » de Sébastien Faure, l'audience s'accroît et en 1910 sort parallèlement à *L'Émancipation*, revue syndicale, une revue pédagogique novatrice, expérimentale, antijacobine, féministe, pacifiste... *L'École émancipée*.

La revue devient dès 1912 l'organe officiel de la FSI.

Cependant, à l'approche de la Grande Guerre, les positions internationalistes et pacifistes s'effritent au sein même de la CGT sous l'influence désormais de Jouhaux et la FSI perd du terrain alors que le réseau amicaliste, patriote, est omniprésent.

Dès octobre 1914 L'École émancipée est interdite, en 1916 c'est le tour de la FSI. Ses militant(e)s ne se départiront pas de leur ligne internationaliste, refusant toujours l'union sacrée, tenant des congrès clandestins, rencontrant Trotsky, saluant en 1918 les révolutionnaires russes. Seule la fédération CGT des métaux restera également fidèle à cette ligne internationaliste. C'est donc une FSI isolée au sein de la confédération qui se trouve en 1919 confrontée au 21 conditions de Lénine, jugées dangereuses par nombre d'adhérent(e)s anarcho-syndicalistes. Le congrès prendra cependant une décision importante : celle de s'ouvrir à toutes les catégories d'enseignants sur le mode de la fédération d'industrie.

La FSI devient la Fédération des membres de l'enseignement laïque (FMEL) et se développe jusqu'à compter 80 000 adhérent(e)s en 1920.

Cependant son orientation révolutionnaire n'est approuvée que par Monatte et Jouhaux favorise la création d'un second syndicat enseignant, issu du mouvement amicaliste et d'orientation réformiste, au sein de la CGT : ce sera le Syndicat national des instituteurs (SNI).

Réformistes, staliniens et révolutionnaires

Les minoritaires de la confédération constituent des Comités syndicalistes-révolutionnaires (CSR) et s'organisent en tendance dont l'objectif est de « ramener le mouvement syndical [...] aux principes de la pratique de la lutte de classe et de l'internationalisme prolétarien ».

Les exclusions pleuvent dès 1921, et un congrès extraordinaire regroupant 1 564 syndicats crée en 1922 la CGT-U au sein de laquelle la FMEL devient la Fédération unitaire de l'enseignement (FUE) avec pour organe L'École émancipée, cependant que la CGT avalise officiellement l'entrée du SNI.

La croissance de la FUE est lente mais réelle et L'École émancipée y contribue pour beaucoup grâce à sa section « vie scolaire » à laquelle collaborent des pédagogues novateurs comme Célestin Freinet.

À partir de 1926 les pratiques stalinienne qui se développent au sein de la CGT-U avivent de nouvelles tensions. La direction communiste impulse des « commissions syndicales » qui dictent la ligne aux élu(e)s, les regroupements corporatifs sont favorisés, L'Université Syndicaliste est publiée à destination des seuls professeurs ! [3]

La politique stalinienne « classe contre classe » contribue à affaiblir la FUE comme la CGT-U, les exclusions et les départs se succèdent jusqu'en 1934 où la confédération a perdu près de la moitié de ses adhérent(e)s dont une minorité a adhéré à l'AIT et créé en 1926 la CGT-SR sur le modèle de la CNT espagnole.

Les événements du 6 février 1934 [4] sont un électrochoc. La CGT appelle à une grève le 12 février pour la défense de la République, à laquelle se joint la CGT-U sur le mot d'ordre de « Front unique prolétarien ». 5 millions de grévistes répondent à l'appel dont nombre d'enseignant(e)s, dépassant toutes les prévisions de la CGT. Le 7 octobre alors que le PCF lance un appel pour un Front populaire, CGT et CGT-U se rencontrent et jettent les bases de la réunification syndicale qui sera validée par le congrès de Toulouse du 6 mars 1936.

L'arrivée au pouvoir du Front populaire crée un espoir immense : « Tout est possible ! » s'exclame Marceau Pivert tandis que, malgré les efforts du PCF, la grève ne fléchit pas dans la classe ouvrière, tandis que peu d'enseignant(e)s participent au mouvement attendant « avec une patience exemplaire » [5] les réformes promises par Blum.

Cette mollesse paraît cependant encore trop ancrée à gauche aux enseignants les plus réactionnaires qui créent le SNALC en 1937, cependant, que tout en se proclamant novateur et organisé selon une structure unitaire, le SGEN affilié à la CFTC et qui cherche à reconquérir les milieux ouvriers déchristianisés, se crée la même année.

La non-intervention en Espagne est source de conflits au sein de la CGT et de L'École émancipée. Jouhaux organise des collectes et participe au meeting du Vel d'Hiv mais s'en tient là. Certain(e)s anarchistes militant(e)s de l'ÉÉ dénoncent le retour de l'union sacrée de 1914 sous couvert d'antifascisme et se fourvoient dans le pacifisme intégral. La majorité de l'ÉÉ apporte son soutien au POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste, gauche révolutionnaire espagnole).

L'invasion de la Pologne le 1er septembre 1939 précipite la France dans la guerre. Un tract de Louis Lecoin « paix immédiate » fournit le prétexte d'une chasse à « tous les individus dangereux pour la Défense nationale ». L'École émancipée est interdite en octobre 1939, certain(e)s de ses militant(e)s révoqué(e)s ou incarcéré(e)s.

La guerre et l'occupation

L'État français dissout la CGT par décret le 9 novembre 1940, seules les corporations sont autorisées selon la Charte du Travail rédigée par René Belin, ancien secrétaire général adjoint de la CGT, devenu ministre de Vichy ! En région parisienne, en Vendée, en zone sud, des militant(e)s de l'ÉÉ rejoignent des réseaux clandestins en ordre dispersé.

En janvier 1942 se met en place un Comité de Résistance de l'enseignement secondaire, en novembre le SNI édite clandestinement École et Liberté.

L'unification des mouvements de Résistance sous l'autorité de De Gaulle permet la résurgence de la CGT en avril 1943 et du SNI en 1944 qui fait reparaître L'École libératrice.

Le Syndicat du secondaire est fondé après la libération : ce sera le SNES.

De leur côté les communistes ont créé le Front national universitaire (FNU) qui regroupe des enseignant(e)s du primaire au supérieur.

En 1946 a lieu le congrès de la Fédération générale de l'enseignement (FGE), regroupant le SNI et le SNES, qui valide le regroupement de syndicats catégoriels contre les propositions de fédération d'industrie de l'École émancipée ; mais intègre les non-enseignant(e)s de l'Éducation nationale : la FGE change de nom et devient la Fédération de l'Éducation nationale (FEN).

En avril, a lieu le congrès de la CGT qui change d'orientation et de direction. La rémunération au mérite est encensée, l'interdiction du cumul de fonctions politiques et syndicales supprimée, les luttes étouffées pour ne pas gêner l'action gouvernementale des « camarades ministres ».

Face à la scission syndicale

C'en est trop pour nombre d'anarcho-syndicalistes qui partent et créent la CNT.

En 1947 le PCF quitte le gouvernement : la CGT se lance alors dans une campagne de grèves tous azimuts, sans préparation sérieuse. Les violences du service d'ordre remplacent l'action de masse, y compris contre les syndicalistes de la SFIO. Les 18 et 19 décembre les Amis de Force ouvrière présentent leur démission à Benoît Frachon. Force Ouvrière est créée en avril 1948.

Face à la scission la FEN est embarrassée : sa direction est restée socialiste et serait encline à soutenir Force ouvrière. Un ralliement serait cependant interprété comme un soutien au gouvernement, les enseignant(e)s sont mécontent(e)s et le font savoir par une grève massive les 6 et 7 décembre 1947.

Les amis de l'ÉÉ proposent une solution temporaire pour sortir de la crise : l'autonomie, avec reconnaissance du droit de tendance, ayant pour but la réunification syndicale et la reprise des principes de l'anarcho-syndicalisme comme la révocation des élu(e)s, le non-cumul de fonctions politiques et syndicales, l'indépendance à l'égard des partis, la non-participation des minorités d'opposition aux exécutifs...

La proposition est adoptée à 80% et la FEN entre dans l'autonomie.

Hélas, il est du provisoire qui dure...

A suivre.

A. Doinel

La suite de cet article est publiée dans *Alternative libertaire de l'été 2004*.

[1] Librairie de l'EDMP : 8, impasse Crozatier, 75012 Paris. En vente sur commande, 10 euros.

[2] Abonnement : chômeu(se)s et étudiant(e)s : 10 euros ; salaire de moins de 1 000 euros : 26 euros ; jusqu'à 1 350 euros : 38 euros ; jusqu'à 1 600 euros : 46 euros ; jusqu'à 1 850 euros : 53 euros, plus de 1 850 euros : 68 euros. À adresser à Nicole Gallois, 18, rue des Hirondelles, 29000 Quimper.

[3] Ce qui est toujours le cas : L'Université Syndicaliste est aujourd'hui l'organe du SNES.

[4] Les ligues fascistes défilent à Paris, marchent sur l'assemblée et provoquent de violents affrontements. Il y a des morts.

[5] Marcel Valière dans L'ÉÉ du 13-12-1936.